

Présentation du dossier à Bercy

Nous sommes très inquiets à la fois de la **gravité de la situation** et de son **caractère d'urgence**.

Tout d'abord, il faut savoir que Ford a pris l'engagement auprès des Pouvoirs Publics et des collectivités locales de maintenir 1000 emplois au sein de notre entreprise jusqu'à **mai 2018**, en contrepartie des aides reçues.

Il faut savoir aussi que Ford peut arrêter à cette échéance les 4 activités présentes sur le site (fabrication d'une boîte de vitesses automatiques, d'un double embrayage, d'un carter pour moteur et traitement de pièces pour l'usine fabriquant des boîtes de vitesses manuelles et située à proximité, GFT), toutes en fin de vie d'ici quelques mois, et se désengager totalement très rapidement.

Or, aujourd'hui, **plusieurs faits concordants nous laissent penser que ce désengagement rapide est tout à fait plausible**.

Tout d'abord, tout est mis en œuvre pour que les 2 usines très proches (géographiquement, mais aussi économiquement via des relations de sous-traitance et de prêt de personnel), **FAI et GFT** (détenue à 50% par Ford et désormais à 50% par l'équipementier canadien Magna) soient séparées :

- Physiquement, avec la construction ces derniers jours d'un mur de séparation
- Économiquement, avec les investissements réalisés par GFT pour ne plus avoir besoin de sous-traiter le traitement de certaines pièces à FAI.

Ensuite, les **travaux menés par la direction locale** pour à la fois rendre notre usine encore plus compétitive (alors qu'elle est déjà dans les meilleurs standards du monde Ford) et pour trouver de nouvelles productions (boîtes de vitesses automatiques, assemblage de véhicules électriques...) ne sont toujours pas pris en compte par la direction de Ford Europe.

Enfin, lors du Comité de suivi de **juillet 2017**, présidé par M. le Préfet de Région et auquel était présente Mme Linda Cash, Vice-présidente de Ford Europe, il avait été

acté le **lancement d'une étude de faisabilité** sur la fabrication dans notre usine d'une **nouvelle transmission automatique (8 vitesses)** pour le marché européen, avec une capacité prévue d'un peu plus de 200 000 boîtes par an.

Les mêmes représentants de Ford Europe avaient annoncé lors du Comité de suivi d'**octobre 2017** que les conclusions de cette étude seraient rendues fin 2017, conclusions qui seraient communiquées lors d'un Comité de suivi prévu pour début janvier 2018.

Or, nous avons appris indirectement que les représentants de Ford reçus le **1^{er} décembre 2017** par le directeur de cabinet de Mme Geny-Stephann, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie, avaient annoncé que l'étude de faisabilité prendrait plus de temps que les 6 mois prévus (alors qu'il s'agit de décider d'affecter la production de cette transmission pour le marché européen à notre usine, en lieu et place d'une usine américaine), repoussant d'autant la tenue du prochain Comité de suivi.

C'est pourquoi nous demandons que les plus hautes sphères de l'Etat, M. le Premier Ministre et M. Le Ministre de l'Economie et des Finances qui ont reçu en décembre 2017 un courrier émanant de M. Juppé, mais aussi M. Le Président de la République, se saisissent de ce dossier au plus vite pour tout mettre en œuvre pour que Ford apporte de l'activité assurant la pérennité de notre usine et de l'emploi.

Il est indispensable notamment que les plus hauts dirigeants de Ford Europe soient reçus très rapidement à l'Elysée, à Matignon ou à Bercy et que soit organisé un Comité de Pilotage, sous la présidence du Ministre de l'Economie et des Finances, à l'instar de celui qui avait été présidé par Mme Lagarde en 2009, à l'époque où Ford cherchait déjà à se désengager de notre entreprise.